

## MINISTERE DE L'ECONOMIE



MINISTÈRE  
DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

MAITRE D'OUVRAGE :

**MINISTERE DE L'ECONOMIE**

Service de l'immobilier et de l'environnement  
professionnel (SIEP) / Sous-direction de l'immobilier  
Bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)  
52, rue Liandier – 13008 Marseille

### PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS

ETABLI POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE R 4532-11 DU CODE DU TRAVAIL, COMPLETE PAR LE DECRET N°2003-68 DU  
24 JANVIER 2003

OPERATION DE :

## RELOGEMENT DES SERVICES DE LA BSI D'AVIGNON DANS LE SECTEUR DE MONTFAVET SUR LE SITE DE LA CRS 60 AUTOROUTIERE

CRS 60 / 1254 RTE DE BEL AIR, 84140 AVIGNON



*Opération de niveau 2*  
PHASE DCE

#### COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE



**BECS – Bureau d'Etudes et de Conseils en Sécurité**

Agence Provence : 1a Chemin de la Rollande Cité de l'Artisanat 84 140 AVIGNON MONTFAVET

☎ : 04 72 53 01 21 | ✉ : [rhone@becs.fr](mailto:rhone@becs.fr)

#### **TABLEAU RECAPITULATIF DES MISES A JOUR DU PGC SPS**

Indice	Etabli par	Date	Objet de la révision
A	K. ELOUEFI	16/09/2024	Phase DCE désamiantage et Démolition
B	K. ELOUEFI	06/01/2025	DCE – Phase 2

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU DOCUMENT .....</b>	<b>3</b>
1.1 PREAMBULE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE .....	3
1.2 OBJET DU DOCUMENT .....	3
1.2.1 <i>Agrément des sous-traitants</i> .....	4
<b>2. LES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>5</b>
2.1 PRESENTATION DE L'OPERATION .....	5
2.1.1 <i>Niveau de l'opération</i> .....	5
2.1.2 <i>Adresse précise du chantier</i> .....	5
2.1.3 <i>Descriptif des travaux</i> .....	6
2.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS .....	6
2.2.1 <i>Maîtrise d'ouvrage / Maitrise d'œuvre / Coordonnateur SPS</i> .....	6
2.2.2 <i>Les entreprises (y compris entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants)</i> ...	7
2.2.3 <i>Liste des intervenants Sécurité</i> .....	7
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS (R4532-44-2°) .....</b>	<b>8</b>
3.1 CALENDRIER & PLANNING .....	8
3.2 MESURES DE SECURITE ARRETEES POUR LA PREVENTION DU PUBLIC ET DU PERSONNEL D'EXPLOITATION EN ACTIVITE .....	8
3.3 PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER .....	8
3.4 RISQUES AMIANTE ET PLOMB .....	9
<b>4. MESURES DE COORDINATION (R4532-44-3°) .....</b>	<b>10</b>
<b>5. MESURES RELATIVES A L'ACTIVITE DU SITE OU A SON ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>16</b>
<b>6. MESURES DE SALUBRITE (R4532-44-5) .....</b>	<b>18</b>
6.1 DISPOSITIONS EN MATIERE DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE .....	18
<b>7. MESURES SPECIFIQUES DE SECOURS .....</b>	<b>19</b>
<b>8. MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION (R4532-44-7°) .....</b>	<b>20</b>
8.1 DISPOSITIONS GENERALES POUR TOUS LES INTERVENANTS .....	20
8.1.1 <i>Définition des sous-traitants</i> .....	20
8.1.2 <i>Définition des personnes autorisées</i> .....	20
8.1.3 <i>Maîtrise de la langue française et affichage des consignes en langue étrangère</i> ...	20
8.1.4 <i>Désignation d'un interlocuteur sécurité</i> .....	20
8.1.5 <i>Formation à la sécurité et quart-heure sécurité</i> .....	20
8.2 RAPPEL DES PRINCIPALES DISPOSITIONS FORMELLES .....	20
8.2.1 <i>Mesures préalables aux travaux</i> .....	20
8.2.2 <i>Mesures pendant les travaux</i> .....	21
8.2.3 <i>Prescription concernant le D.I.U.O.</i> .....	21
<b>9. ANNEXES .....</b>	<b>22</b>
9.1 PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER .....	22
9.2 PROJET DE DÉCLARATION PRÉALABLE SUIVANT ARTICLES L4532-1, R. 4532-2 ET R. 4532-3 DU CODE DU TRAVAIL   FORMULAIRE CERFA 13630*02 .....	23
9.3 LISTE INDICATIVE DES TRAVAUX NECESSITANT LE PORT DES EPI .....	24
9.4 EXEMPLE DE TRAME DE PPSPS .....	25

# 1. OBJET DU DOCUMENT

## 1.1 PREAMBULE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le présent document est rédigé en application de l'article L4532-8 du Code du Travail. Le contenu est défini aux articles R4532-44 à R4532-46 du même code.

Cependant il répond également aux obligations du R4532-12 et à ce titre définit des mesures et sujétions liées aux obligations respectives des différents intervenants en matière de sécurité et de protection de la santé.

Cette Opération est soumise à obligation de déclaration préalable, établie par le maître d'ouvrage. Celle-ci sera transmise aux organismes de prévention au minimum 1 mois avant démarrage des travaux. Elle sera affichée sur le chantier avant démarrage des travaux. Voir annexe du présent document.

## 1.2 OBJET DU DOCUMENT

Le PGC (Plan Général de Coordination) définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant des interférences des différentes entreprises intervenant sur le chantier.

Le document précise pour chaque tâche présentant des risques de coactivité simultanée ou successive :

- Le risque éventuel
- Une mesure de prévention pour prévenir ce risque
- L(es)'entreprise(s) en charge de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)
- L(es)'entreprise(s) ou l'intervenant, bénéficiant de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)

Le présent PGC ne présente pas de mesures liées :

- Au risque propre généré par une entreprise pour ses propres personnels ; ces mesures seront définies par l'entreprise sous sa seule responsabilité
- Au risque généré par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage

Les entreprises qui seront appelées à travailler sur le chantier sont informées qu'elles sont soumises aux dispositions légales présentées par :

- Le Décret du 8 janvier 1965
- La loi n°93.1418 du 31 décembre 1993, le décret d'application n°94-1159 du 26 décembre 1994,
- L'Arrêté du 25 février 2003 concernant les « travaux à risques particuliers »,
- Ainsi que le décret n°2004-924 du 1er septembre 2004, relatif aux travaux en hauteur

Les entreprises retenues et agréées pour ces travaux sont donc réputées connaître ces règlements et devront avant leur intervention sur le chantier, rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dès lors qu'elles entreront dans le cadre des dispositions du décret.



L'attention des entreprises est attirée sur l'exigibilité de ce PPSPS. En son absence, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution est court.

Chaque entreprise intervenante s'engage à faire respecter par son propre personnel et ses sous-traitants éventuels les dispositions du présent Plan Général de coordination.

En aucun cas, le présent Plan général de Coordination ne saurait dégager chaque entrepreneur de ses responsabilités, notamment en matière d'hygiène et de sécurité suivant la législation du travail.


**Les entreprises feront une analyse complète et approfondie des risques** encourus et des moyens qu'elles mettront en œuvre pour s'y opposer dans leurs PPSPS, le présent « PGCSPPS » n'en définissant que les principes généraux.

Chaque mesure de prévention retenue s'attachera donc à répondre aux critères énoncés dans les principes généraux de prévention, rappelés ci-dessous :

- ✓ Répondre à un risque clairement identifié
- ✓ Supprimer ou diminuer au maximum ce risque
- ✓ Eviter de déplacer ce risque
- ✓ Apporter une solution durable dans le temps
- ✓ Faciliter l'intervention du personnel
- ✓ Privilégier les protections collectives par rapport aux protections individuelles, sans toutefois que la mise en œuvre de ces protections collectives provisoires génèrent des risques supérieurs à la phase de travail à accomplir

### 1.2.1 Agrément des sous-traitants

**Rappel législatif (article L8241-1 du code du travail) :** toute opération à but lucratif ayant pour objet le prêt exclusif de main-d'œuvre est interdite sous peine des sanctions prévues à l'article L8243-1 dès lors qu'elle n'est pas effectuée dans le cadre des dispositions du Livre 1<sup>er</sup>, titre II, chapitre IV du présent code, relatives au travail temporaire.

 **Un délai de 7 semaines et demi est nécessaire entre le dépôt de la demande d'agrément et le début d'intervention du sous-traitant** => 21 jours pour l'agrément par le Maître d'ouvrage (Code des Marchés Publics) + 30 jours de préparation prévu au Code du Travail (art L4532-9, R4532-56, R4532-57, R4532-60).

## 2. LES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

### 2.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le projet consiste à la réhabilitation du plateau R+4 du bâtiment de la CRS60 à Montfavet, situé au 1254 route de Bel Air, 84140 Avignon, afin de permettre le relogement des services de la BSI.

Le bâtiment A de la CRS 60 à Montfavet est actuellement occupé sur les trois premiers niveaux du bâtiment par les services du ministère de l'intérieur.

Le plateau du 4<sup>ème</sup> étage est inoccupé depuis une quinzaine d'années et servait ponctuellement comme dortoirs pour les compagnies de CRS de passage. Il dispose d'une surface utile de 561 m². Les autres bâtiments du site sont également occupés par la CRS 60.

Cette opération se déroule en site occupé et consiste en :

- ✓ La rénovation du 4<sup>ème</sup> étage du bâtiment A d'une surface utile de 561 m² comprenant l'aménagement des locaux de la BSI, la rationalisation fonctionnelle des espaces, l'amélioration des conditions de travail des agents ; l'optimisation des espaces ;
- ✓ La mise en conformité de la sécurité incendie du bâtiment ;
- ✓ La construction d'un garage à motos.

Une première tranche qui concerne le désamiantage et le curage du plateau R+4 est en cours (début 2025).

#### 2.1.1 Niveau de l'opération

La durée effective <b>globale</b> de l'opération est estimée à :	<b>6 mois suivant planning DCE</b>
Le nombre d'entreprises devant intervenir, sous-traitants compris, est estimé à environ :	<b>6 à 8 unités (S/T compris)</b>
L'effectif de pointe est estimé à : Pour un effectif global supérieur à :	<b>18 personnes 500 h-j</b>

Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et à la Protection de la Santé, (effectif prévisionnel supérieur à 500 Hommes jours), **cette opération est classée par le maître d'ouvrage en 2<sup>ème</sup> catégorie avec risques particuliers** (art R. 4532-1 du Code du Travail)

**Cette opération comprend des travaux à risques particuliers suivant l'arrêté du 25 février 2003**, faisant apparaître notamment les types de risques suivants (liste non exhaustive) :

- Risques liés aux travaux en hauteur

D'autre part, cette opération est soumise aux risques suivants :

- Risques liés aux travaux en site occupé

#### 2.1.2 Adresse précise du chantier

- ✓ 1254 RTE DE BEL AIR, 84140 AVIGNON

## 2.1.3 Descriptif des travaux

L'allotissement des travaux est

- ✓ Lot 1 Gros Œuvre - VRD
- ✓ Lot 2 Menuiseries extérieures - Serrurerie
- ✓ Lot 3 Second œuvre
- ✓ Lot 4 CVC – Plomberie
- ✓ Lot 5 Electricité CFO-CFa

Les principaux travaux à réaliser sont :

- ✓ Aménagement complet du plateau 4<sup>ème</sup> étage en bureaux de travaux.

## 2.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS

### 2.2.1 Maîtrise d'ouvrage / Maitrise d'œuvre / Coordonnateur SPS

INTITULE	ADRESSE	Nom	Tél	E-mail
<u>Maître d'ouvrage :</u> Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP) Sous-direction de l'immobilier Bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)	52, rue Liandier – 13008 Marseille	<b>Vito SUPPA</b> Chef de projet immobilier  <b>Florence NICOLAS</b> Ingénieure TCE spécialisée en Structure et Clos couvert	04 96 20 67 18  04 96 20 67 01	<a href="mailto:Vito.SUPPA@finances.gouv.fr">Vito.SUPPA@finances.gouv.fr</a>  <a href="mailto:florence.nicolas@finances.gouv.fr">florence.nicolas@finances.gouv.fr</a>
<u>Représentant de la CRS 60 :</u> <b>SGAMI SUD</b>	Direction de l'immobilier 299, chemin de Sainte Marthe CS 90495 – 13313 MARSEILLE cedex 14	<b>NERIN Virginie</b>		<a href="mailto:virginie.nerin@interieur.gouv.fr">virginie.nerin@interieur.gouv.fr</a>
<u>Site CRS 60 :</u> <b>CRS 60</b>	1254 RTE DE BEL AIR, 84140 AVIGNON	<b>RUDIVER Didier</b> <b>PLAN Stéphane</b>		<a href="mailto:Didier.rudiver@interieur.gouv.fr">Didier.rudiver@interieur.gouv.fr</a> <a href="mailto:Stephane.plan@interieur.gouv.fr">Stephane.plan@interieur.gouv.fr</a>
<u>Maitre d'œuvre :</u> <b>3I ARCHITECTES</b>	Siège social : 11 rue Venture, 13001 Marseille	MOCLIDES Dimitri  REMAZEILLES Ananda		<a href="mailto:projets@3iarchitectes.com">projets@3iarchitectes.com</a> <a href="mailto:dimitri.mocslides@3iarchitectes.com">dimitri.mocslides@3iarchitectes.com</a> <a href="mailto:ananda.remazeilles@3iarchitectes.com">ananda.remazeilles@3iarchitectes.com</a>
<u>Coordination SPS :</u> <b>BECS</b> <b>Agence PROVENCE</b>	1a Chemin de la Rollande Cité de l'Artisanat 84 140 AVIGNON MONTFAVET	M. Khémaïs ELOUEFI	06 48 91 56 52	<a href="mailto:khemais.elouefi@becs.fr">khemais.elouefi@becs.fr</a>

## 2.2.2 Les entreprises (y compris entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants)

Corps d'état	Nom de l'entreprise	Mail	Tel	Effectif prévisible
Lot 1 Gros Œuvre - VRD				4 à 8
Lot 2 Menuiseries extérieures - Serrurerie				2 à 4
Lot 3 Second œuvre				4 à 8
Lot 4 CVC – Plomberie				3 à 5
Lot 5 Electricité CFO-cfa				2 à 4

## 2.2.3 Liste des intervenants Sécurité

DÉSIGNATION	ADRESSE	☎/📠
<b>Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi DIRECCTE</b>  Inspection du travail	6 r Jean Althen, 84000 AVIGNON	☎ 04 90 14 75 00
<b>CARSAT</b> Risques professionnels	Carsat Sud-Est 35 rue George - 13386 Marseille cedex 20 Le Saint Ruf 147 av Tarascon, 84000 AVIGNON	☎ 0 821 10 13 13
<b>OPPBTP</b> Organisme Professionnel Prévention Bâtiment Travaux Public	10 pl Joliette, 13002 MARSEILLE	☎ 04 91 71 48 48
<b>Médecine du travail</b>	AIST 84 Santé au travail 66 r Thiers, 84000 AVIGNON	☎ 04 90 14 06 85
Police secours		☎ 17
Pompiers SDIS 84	Esplanade Armée d'Afrique, 84000 AVIGNON	☎ 18
SAMU		☎ 15
<b>Hôpital</b> Jean-Baptiste Gastaldy	Localisation 1 Bis pl St Joseph, 84000 AVIGNON	☎ 04 90 03 89 12
Centre antipoison	Localisation 1 Bis pl St Joseph, 84000 AVIGNON	☎ 04 90 03 89 12
Urgences gaz		☎ 08 10 60 20 20
Urgences électricité		☎ 08 10 33 30 69



### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS (R4532-44-2°)

#### 3.1 CALENDRIER & PLANNING

Calendrier des travaux Tous Corps d'Etat :

- Les travaux devront environ 6 mois à compter du 2<sup>ème</sup> trimestre 2025.
- Un planning est joint au DCE.

#### 3.2 MESURES DE SECURITE ARRETEES POUR LA PREVENTION DU PUBLIC ET DU PERSONNEL D'EXPLOITATION EN ACTIVITE

##### Les travaux seront réalisés en site occupé.

Pour les livraisons lourdes et importantes, qui concernent certains Lots, elles pourront être planifiés en dehors des heures de fréquentation,

Clôtures du chantier : Les zones travaux devront être fermées et inaccessible au public. Des panneaux et de l'information seront affichés sur l'entrée du plateau R+4, à charge du Lot 01 GO /VRD.

##### Livraison, stockage :

Les accès restants en service devront être sécurisés et protégés durant l'exécution des travaux. Ces modalités seront discutées et validées en concertation avec le MOE et CSPS durant la phase préparation.

Le stockage du matériel et des matériaux se feront sur les zones de stockage définies et aménagées à cet effet en phase préparation, aucun stockage ne sera pas autorisé en dehors de ces zones.

#### 3.3 PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

##### Éléments à respecter obligatoirement par les entreprises :

##### Accès :

- ✓ 1254 RTE DE BEL AIR, 84140 AVIGNON
- ✓ Chaque compagnon devra s'identifier chaque jour auprès du bureau des entrées avant début des travaux

##### Installations de chantier à charge du Lot unique démolition désamiantage :

- ✓ Locaux sanitaires et réfectoire disponibles sur site à la CRS au R+2 ; ces locaux seront mis à disposition par la CRS 60, ils devront être aménagés et tenus propre par l'entreprise principale du Lot 01 GO VRD
- ✓ Aménagement de cette pièce avec fourniture de tables + chaises + frigo + micro-ondes, y compris avec serrure de chantier avec remise de clé à chaque titulaire de Lot
- ✓ Nettoyage et entretien de la pièce, y compris cheminement entre le chantier et le réfectoire (le couloir et les escaliers du R+4 au R+2), à fréquence hebdomadaire
- ✓ Zones de stockage extérieure : zone arrière, avec la mise en place de barrières HERAS.
- ✓ Garder l'accès piéton dégagé sur la sortie de l'escalier extérieur (colimaçon) en RDC à l'arrière du bâtiment.

##### Stockage et déchets

- ✓ Le stockage des matériaux non dangereux se fera dans la zone de travaux.
- ✓ Chaque entreprise évacuera journalièrement ses gravats et déchets par ses propres moyens.

##### Généralités

##### Situation des installations :



L'ensemble des installations de chantier seront installées à l'arrivée des entreprises, maintenues et entretenues jusqu'à la fin de chaque phase de travaux.

#### **Fermeture du chantier :**

L'ensemble du chantier (zones de travaux, installations de chantier, zone de stockage) devra être en permanence clos et inaccessible aux personnes étrangères au chantier.



#### **Rappel du cadre réglementaire**

**Local vestiaire** : éclairé, convenablement aéré, chauffé en saison froide, équipé d'armoire individuelle (ou à défaut de patères si chantier exigé)

**Lavabos** : 1 orifice pour 10 travailleurs, eau potable, à température réglable si possible, avec moyens de nettoyage et de séchage ou d'essuyage appropriés entretenus et changés chaque fois que nécessaire

**Eau pour la boisson** : mise à disposition de 3 litres d'eau potable fraîche par travailleur et par jour

**Cabinet d'aisance, urinoirs** : 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés aéré convenablement, avec éclairage, chasse d'eau, chauffage en saison froide, sols et parois imperméables et facilement nettoyables, porte pleine munie d'un loquet dé-condamnable de l'extérieur, évacuation des effluents conforme aux réglementations sanitaires, équipé de papier hygiénique (installations séparées en cas de personnel mixte).

**Réfectoire** : si le personnel prend ses repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial, équipé de tables et chaises en nombre suffisant, réchaud, réfrigérateur, maintenu en état constant d'hygiène et de propreté

### **3.4 RISQUES AMIANTE ET PLOMB**

Pas concerné. Une première tranche qui concerne le désamiantage et le curage du plateau R+4 a été réalisé, en début 2025.

Dans le cas de découverte pendant les travaux d'un matériau, ou matériel, susceptible de contenir du plomb et/ou de l'amiante, et non inventorié dans les diagnostics, l'activité de ce secteur devra être immédiatement arrêtée. Toutes les dispositions devront être prises pour éviter la dispersion du produit douteux, et le maître d'œuvre avec le Coordonnateur SPS devront être immédiatement avertis.

## 4. MESURES DE COORDINATION (R4532-44-3°)

### Dispositions concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulations verticales et horizontales (R4532-44-3°-a)

Risques	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<u>Contrôle d'accès au chantier :</u>  <u>« Dispositions pour que seul le personnel autorisé n'accède au chantier »</u>  <b>Risques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail dissimulé</li> <li>• Infraction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le port du badge professionnel BTP sera obligatoire sur le chantier (port sur le casque de chantier). Toute personne ne disposant de badge sera exclue du chantier</li> <li>• Les Secouristes Sauveteurs du Travail devront être identifiés (autocollant sur casque ou gilet spécifique). Il y en aura 1 minimum pour 20 personnes</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	L'article R4532-16 du code du travail
<u>Circulations horizontales</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Chute de plain-pied</li> <li>• Ecrasement</li> </ul>	<u>Véhicules de chantier</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les manœuvres particulières et difficiles ainsi que les approvisionnements seront accompagnées de guides</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
	<u>Véhicules de livraisons</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informer au préalable le MOA et CSPS des livraisons <u>importantes</u> afin d'informer le personnel d'exploitation sur site</li> <li>• Pour les livraisons mettre un balisage autour des zones de déchargement</li> <li>• Respecter les zones définies pour les approvisionnements</li> <li>• <b>Tout stockage sur la voie publique est interdit</b></li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<u>Circulations verticales</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Chute d'objet</li> <li>• Écrasement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ensemble des cheminements, sujets à risque de chute de hauteur, seront sécurisés conformément à la réglementation</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R4323-58
	Tout accès à un poste de travail en élévation se fera à l'aide de moyens appropriés et conformes à la réglementation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nacelle élévatrice – PEMP</li> <li>• Echafaudage de pied</li> <li>• Autres, etc.</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Arrêté du 21 /12/04

**Dispositions concernant les conditions de manutention des matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne les interférences des appareils de levage sur le chantier ou à proximité ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles (R4532-44-3°-b)**

Risques	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<u>Manutentions manuelles</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Blessures corporelles</li> <li>Chute de matériaux</li> <li>Ecrasement</li> <li>Heurt</li> <li>Maladie professionnelle</li> <li>Chute de plain-pied</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les manutentions manuelles seront limitées</li> <li>Prévention des TMS (Troubles Musculosquelettiques) par l'emploi d'outils portatifs adaptés à l'homme. Voir notice de prévention de la CRAMIF réf. DTE 137 – Les outils portatifs</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles du CT R 4541-1 à 11
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Port des EPI. Voir Annexe chapitre 9.1</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R 4321-1
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les opérations de manutention devront être organisées avec des effectifs suffisants ayant reçu une formation spécifique aux gestes et postures et équipés de protections individuelles réglementaires</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
	<u>Approvisionnement sur le chantier</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les charges à manutentionner manuellement ne devront pas dépasser 30 kg. Deux personnes minimums seront exigées pour la manutention des éléments supérieurs à 30 kg</li> <li>Utiliser des moyens de type chariot ou transpalette pour transporter les matériaux sur le chantier</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<u>Installation provisoire d'engins de levage</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déversement</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Ecrasement</li> </ul>	<u>Camion grue mobile</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Avant tout levage de charge s'assurer que celle-ci est bien arrimée et élinguée</li> <li>PV contrôle périodique 6 mois + habilitation de conduite d'engin (Recommandation R390 CRAM) + Autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles du CT R4323-23 R4323-24 R4323-25

### Dispositions concernant la délimitation des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses (R4532-44-3°-c)

Risques	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<u>Zone de stockage</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ecrasement</li> <li>Heurt</li> <li>Collision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le stockage sera limité sur le chantier</li> <li>Tout stockage devra être signalé et balisé</li> <li>Approvisionner les matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux</li> <li><b>Aucun stockage n'est autorisé sur la voie publique</b></li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les matériaux seront stockés de manière stable et disposés de manière à ne pas mettre les travailleurs en danger</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R 4534-7
<u>Travaux avec produit dangereux</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Explosion</li> <li>Incendie</li> <li>Intoxication et/ou asphyxie</li> <li>Brûlures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Éviter tout stockage de produits toxiques et/ou inflammables sur le chantier</li> </ul> <p>Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Affichage : interdiction de fumer</li> <li>✓ Ventilation des locaux de stockage</li> <li>✓ Balisage des zones</li> <li>✓ Utilisation d'EPI</li> <li>✓ Mise en place d'extincteurs appropriés</li> <li>✓ Mettre à disposition sur le chantier des Fiches de Données de Sécurité (FDS)</li> <li>✓ Règles de stockage à respecter, avec ventilation des lieux de travail et de stockage</li> <li>✓ Si nécessaire installation électrique adaptée aux risques</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	

**Dispositions concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres (R4532-44-3°-d)**  
**Dispositions concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés (R4532-44-3°-e)**

Risques	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<u>Tri des déchets y compris matériaux dangereux</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Pollution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déchets seront triés selon leur catégorie afin d'être traités séparément dans des filières appropriées</li> <li>• Les déchets devront être évacués du chantier par chaque entreprise</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du Code de l'environnement L 541-24
<u>Nettoyage de chantier</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute de plain-pied</li> <li>• Blessure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Chaque entreprise assurera quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux et évacuera régulièrement ses gravats et déchets</b></li> <li>• Tout brûlage sur le chantier est rigoureusement interdit</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	

**Dispositions concernant l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale (R4532-44-3°f)**

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<u>Travaux en hauteur</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Heurt</li> <li>• Collision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes les interventions en hauteur devront se faire à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles du CT R 4323-58 et 59
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un travailleur seul et isolé sera interdit. Une équipe de deux personnes minima sera exigée pour tout travail en hauteur</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les moyens de travail doivent être conformes au décret du 1er septembre 2004 relatif aux travaux en hauteur.</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Décret 01/09/2004
	<b>Echafaudages de pied</b> Rappel des principaux points concernant la mise en place d'un échafaudage de pied : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Respect et application du décret du 1er septembre 2004 sur les travaux en hauteur</li> <li>✓ Montage sous l'autorité d'un chef monteur</li> <li>✓ Montage réalisé avec un plan de montage,</li> </ul>	Toutes les entreprises	Lot concerné	Recommandation CNAMTS R408 Articles du CT R4323-69 à R4323-80

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ PV de réception entre le monteur et l'utilisateur en fin de montage</li> <li>✓ Mise à disposition d'une convention de prêt si besoin pour la mise en commun du matériel</li> <li>✓ Mise en place d'un filet de protection antichute de matériaux</li> </ul>			
	<p><b><u>Nacelle élévatrice</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chemin de roulement compatible avec les travaux à réaliser.</li> <li>• PV de contrôle périodique &lt; 6 mois + habilitation de conduite d'engin (R 386)</li> <li>• Autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin pour le personnel</li> <li>• Une seconde personne sera nécessaire pour manœuvrer la nacelle par les commandes au sol en cas de blocage ou dysfonctionnement</li> <li>• La zone d'évolution de la nacelle sera balisée et interdite au passage piéton, dispositif à mettre en œuvre sur la chaussée publique</li> </ul>	Toutes les entreprises	Lot concerné	Recommandation CNAMTS R 386
<p><u>Moyens de travail en hauteur spécifiques (si protections collectives impossibles)</u></p> <p><b>Risques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute de plain-pied</li> <li>• Chute de grande hauteur</li> <li>• Collision et heurt</li> </ul>	<p><u>Travail au harnais</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans l'hypothèse où aucun autre moyen de protection n'est possible, le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier exposées aux chutes de hauteur sera doté d'un harnais muni d'un système antichute ou système avec longe et absorbeur d'énergie et point d'ancrage réglementaire adapté</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	<p>CNAMTS R166 et 167bis</p> <p>Articles R4323-62 Du CT</p> <p>Articles R4323-89 Du CT</p>
<p><u>Appareillage électrique de chantier</u></p> <p><b>Risques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Electrisation</li> <li>• Blessure</li> <li>• Incendie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rallonges câbles type H 07 RNF</li> <li>✓ Enrouleurs cat. B / NFC 61-720</li> <li>✓ Prises Incassables avec IP 447</li> <li>✓ Baladeuses conformes à NFC 71-008</li> </ul> </li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<p><u>Consignation – déconsignation électrique</u></p> <p><b>Risques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Electrisation</li> <li>• Blessure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travaux ne devront se faire qu'après la mise hors tension de l'installation électrique établie par une consignation écrite. Dans le cas où certains appareillages ne pourront être consignés, ils seront mis hors d'atteinte et protégés vis-à-vis des travailleurs</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R 4534-111 et 119

• Incendie				
<u>Éclairage des postes de travail</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les lieux où sont exécutés des travaux sont convenablement éclairés</li><li>• Pour les postes de travail permanents en zone confinée, la valeur minimale d'éclairement est de 200 Lux</li></ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R 4534-9 Décret n°83-721 du 2/08/1983



## 5. MESURES RELATIVES A L'ACTIVITE DU SITE OU A SON ENVIRONNEMENT

Risques	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<u>Organisation et phasage des travaux</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Coactivité</li> <li>Blessures</li> <li>Heurt</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La coactivité sera planifiée au préalable lors des réunions de chantier</li> <li>Disposer de moyens de balisage (rubalise, barrières, etc.) afin de signaler les zones dangereuses imprévues pour interdire leurs accès</li> <li>La zone des travaux devra être isolée comme indiquée sur les plans de phasage</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<u>Risques d'incendie</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est obligatoire de mettre en place des extincteurs appropriés à proximité des postes de travail par point chaud</li> <li><b>Pour tout travail par point chaud (meulage, soudage, découpe avec étincelle, etc.) il sera demandé un permis Feu qui sera délivré par le responsable du site.</b></li> </ul>	Toutes les entreprises  <b>Lot 4 CVC – Plomberie</b>	Toutes les entreprises	Articles du CT R4227-28, 29 & 33
<u>Utilisation d'outils et machines générant des vibrations</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lombalgie</li> <li>TMS</li> </ul>	Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (perforateurs, perceuses, meuleuses, etc.), l'entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer une formation et une surveillance médicale spéciale du personnel exposé</li> <li>Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Modification des modes opératoires</li> <li>✓ Aménagement du temps de travail</li> <li>✓ En cas d'impossibilité, notée dans les PP SPS, ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source</li> </ul> </li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<u>Travaux générant des poussières</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Maladies respiratoires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Port des EPI adaptés (voir annexe au 9.1)</li> <li>Les coupes devront être arrosées afin d'éviter la propagation de poussières</li> <li>Utiliser des outils avec aspirateur intégré</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	

<u>Travaux générant du bruit</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lésion</li> <li>• Nuisance auprès du personnel en place</li> <li>• Maladie professionnelle</li> <li>• Perte d'audition</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La valeur limite d'exposition déclenchant une action de prévention est fixée à 80 dB(A). Être exposé 8 h à 80 dB(A) est aussi dangereux que d'être exposé 1 h à 89 dB(A)</li> <li>• Éviter les nuisances sonores par rapport aux travailleurs et riverains</li> <li>• Port des EPI adaptés (voir annexe au 9.1)</li> <li>• Mise en place de modes opératoires adaptés</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles du CT 4431-2 à 4435-5
<u>Travailleurs isolés</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Manutention manuelle</li> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Défaut de signalement de détresse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un travailleur isolé doit pouvoir signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.</li> <li>• Un travailleur isolé ne peut réaliser des travaux qui comportent le port manuel de charge de plus de 30 kg ou la pose/dépose manuelle d'éléments de plus 50 kg.</li> <li>• Un travailleur isolé ne peut réaliser des travaux qui comportent un risque de chute de hauteur</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles du CT R4543-19 à 21

<u>Travaux de démolition</u> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maladies respiratoires dues aux poussières</li> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Chute d'objets</li> <li>• Effondrement</li> <li>• Ecrasement</li> <li>• Bruit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le port du casque de protection est obligatoire pour les travaux de démolition</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R 4534-73
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un nombre minimum de deux personnes sera exigé pour cette opération de démolition. Un travailleur seul et isolé sera interdit</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes les interventions en hauteur devront se faire à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R 4323-58 et 59
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'opération de démolition sera réalisée en limitant les nuisances sonores vis-à-vis des occupants des bureaux</li> <li>• La valeur limite d'exposition au bruit, déclenchant une action de prévention est fixée à 80dB(A)</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article du CT R 4431-2
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Porter des EPI. Voir annexe 9.1</li> <li>• Les sols seront protégés</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
	<u>Travaux de démolition</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone de démolition sera confinée afin de limiter les risques de poussières vis-à-vis des travailleurs et du personnel d'exploitation</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	

## 6. MESURES DE SALUBRITE (R4532-44-5)

### 6.1 DISPOSITIONS EN MATIERE DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE

Les sanitaires, vestiaires et réfectoire obligatoires seront mis à disposition du personnel de chantier par le site CRS 60, [à la charge du Lot 01 GO VRD](#).

Dispositions à réaliser	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b>Fermeture des installations :</b> Chaque installation sera en permanence close et inaccessible aux personnes étrangères au chantier. Cette fermeture sera réalisée avec des clôtures de 2 m de hauteur type HERAS ou équivalent boulonnées entre-elles et/ou avec des petites barrières hauteur 1 m type « chantier propre GLY », y compris portail d'accès avec fermeture, et avec tout dispositif de contreventement nécessaire. Il sera apposé la signalisation réglementaire : <b>"Port du casque obligatoire" et "Chantier interdit au public" sur ces clôtures</b>	<a href="#">charge du Lot 01 GO VRD</a>	Toutes Les entreprises	
<b>Eau potable (pour la boisson) :</b> Eau potable et fraîche (en période estivale) au moins 3 litres par jour et par travailleur	Toutes Les entreprises	Toutes Les entreprises	Article du CT R4228-7
<b>Lavabos, cabinet d'aisance et urinoirs (WC) :</b> Un lavabo → pour 10 travailleurs Un cabinet et un urinoir → un pour 20 travailleurs Locaux éclairés, chauffés et aérés, équipés de chasse d'eau et entretenus (nettoyage régulier par société spécialisée) et munis des produits nécessaires (savon, papier hygiénique, serviette ou moyen d'essuyage, etc.) SI Personnel féminin : Sanitaires et vestiaires séparés	<a href="#">charge du Lot 01 GO VRD</a>	Toutes les entreprises	Articles du CT R4228-8 R4228-10 à 15
<b>Vestiaires collectifs :</b> Avec armoires individuelles munies de serrure, en nombre suffisant (dimensions normalisées suivant du Code du Travail) Local vestiaire doit être éclairé, chauffé et ventilé	<a href="#">charge du Lot 01 GO VRD</a>	Toutes les entreprises	Article du CT R4228-2 à 6
<b>Réfectoires : Local de restauration</b> Local éclairé, chauffé, ventilé, équipé d'un lavabo, de tables, chaises, appareils de cuisine (pour le réchauffage ou la cuisson des aliments) et de réfrigération Le local de restauration sera nettoyé après chaque repas nettoyage régulier par société spécialisée) 1 réfectoire → pour 10 travailleurs maximum	<a href="#">charge du Lot 01 GO VRD</a>	Toutes les entreprises	Article du CT R4228-19 à 25
<b>Travaux avec durée supérieure à 4 mois</b> <b>Douche (pour les travaux insalubres et salissants) :</b> Les douches sont obligatoires pour tous travaux insalubres et salissants → Une pour 10 travailleurs	<a href="#">charge du Lot 01 GO VRD</a>	Toutes les entreprises	Articles du CT R4228-7 à 9
<b>HT et BT</b> Alimentation générale et distribution électrique du chantier	<a href="#">charge du Lot 01 GO VRD</a>	Toutes les entreprises	
<b>Les raccordements</b> Réseaux d'alimentation et d'évacuation seront nécessaires	<a href="#">charge du Lot 01 GO VRD</a>	Toutes les entreprises	

## 7. MESURES SPECIFIQUES DE SECOURS

# FICHE DE SECOURS



# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

**18** **112** **15**  
Pompiers Centre d'appels secours Samu

**et dites...**

### 1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement) .....

N° ..... Rue .....

en face de .....

Téléphone

### 2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

### 3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

### 4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

### 5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

### 6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

**SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL :** une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



ATA 01 08

## 8. MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION (R4532-44-7°)

### 8.1 Dispositions générales pour tous les intervenants

#### 8.1.1 Définition des sous-traitants

Voir chapitre 1.2

#### 8.1.2 Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées seront les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants au sens du §8.2.1 ayant participé à l'inspection commune et ayant remis au coordonnateur SPS leur PPSPS.

Les personnes physiques autorisées seront les travailleurs du chantier ayant connaissance des mesures de coordination du PGC et le respectant.

Les dispositions nécessaires à leur accès au chantier sont les suivantes :

- Transmission du PGC à l'entreprise par le maître de l'ouvrage lors des consultations des entreprises
- Rappel à l'entreprise des mesures du PGC par le coordonnateur SPS lors de l'inspection commune
- Rappel à l'entreprise lors de cette inspection commune du 9<sup>ème</sup> principe général de prévention incombant à elle seule, à savoir « Donner les instructions appropriées aux travailleurs », quel que soit leur statut.
- En cas de non-respect du PGC, constaté par le coordonnateur SPS lors de ses passages sur le chantier, la procédure consistera à convoquer immédiatement le travailleur non autorisé et l'interlocuteur sécurité du §8.1.4, pour rappel des mesures du PGC et consignation dans le registre-journal avec les 2 visas. Le travailleur concerné sera alors à nouveau autorisé.

#### 8.1.3 Maîtrise de la langue française et affichage des consignes en langue étrangère

Chaque entreprise disposera en permanence sur le chantier d'une personne maîtrisant la langue française, qui sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS. Cette personne pourra être issue du personnel d'encadrement ou d'exécution, il pourra aussi s'agir d'un interprète.

Le PPSPS remis au coordonnateur sera rédigé en langue française.

Les entreprises ayant recours à du personnel ne maîtrisant pas la langue française procèderont à l'affichage des consignes de sécurité, soit dans la langue comprise par leurs intervenants, soit sous forme de pictogrammes.

#### 8.1.4 Désignation d'un interlocuteur sécurité

Chaque entreprise désignera au coordonnateur SPS un interlocuteur sécurité. Cet interlocuteur privilégié du coordonnateur assistera à l'inspection commune avec son responsable hiérarchique, devra être présent sur le chantier et être habilité à viser le registre-journal RJ ainsi qu'à diffuser les consignes du coordonnateur aux autres intervenants de l'entreprise.

#### 8.1.5 Formation à la sécurité et quart-heure sécurité

Chaque entreprise intervenante devra organiser une formation pratique et appropriée à l'ensemble du personnel affecté à l'exécution de ses travaux, conformément aux dispositions réglementaires. Le personnel sous contrat de travail à durée déterminée ou temporaire, devra bénéficier d'une formation renforcée qui sera renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire.

### 8.2 Rappel des principales dispositions formelles

#### 8.2.1 Mesures préalables aux travaux

- **Inspections communes**

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, AVANT réalisation du PPSPS et début d'intervention. La réalisation d'une inspection commune est une des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. L'inspection commune pourra être renouvelée si les conditions de travaux évoluent.

- **Mise à jour du PPSPS – PPSPS des sous-traitants**

Toutes les entreprises titulaires **et** sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser un PPSPS préalablement à l'intervention sur site.

Le PPSPS remis au coordonnateur sera rédigé en langue française.

La rédaction d'un PPSPS par l'entreprise et son harmonisation par le coordonnateur SPS sont des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. Le PPSPS est à transmettre au coordonnateur SPS en deux exemplaires, après sa validation.

- **Harmonisation des PPSPS**

Aux fins d'harmonisation des PPSPS, chaque entreprise fournira lors de l'inspection commune une trame d'analyse de risques sous la forme « tâche / ressources (selon les 4 M : matériaux-matériel-main d'œuvre-méthode) / risques ».

Ces ressources annoncées par l'entreprise confirmeront ou infirmeront les hypothèses retenues par le coordonnateur SPS lors de l'établissement du PGC en phase conception et lui permettront de le modifier en tant que de besoin.

- **Cas particuliers des livreurs et fournisseurs :**

L'entreprise établira avec ses livreurs une convention de chargement-déchargement inspiré des articles R4515 du code du travail.

OU

Mise en place de la procédure DHOL (Document Harmonisé des Opérations de Livraison) prévu par la recommandation CNAM R476

## **8.2.2 Mesures pendant les travaux**

- **PPSPS**

Les PPSPS doivent être tenus à jour pendant toute la durée du chantier. Le titulaire d'un marché de travaux transmettra son PPSPS accepté par le coordonnateur SPS à ses éventuels sous-traitants au cas où il aurait recours à cette sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire doit laisser un **délai de 30 jours minimum** à son sous-traitant pour réaliser ce PPSPS si celui-ci est un sous-traitant de gros-œuvre ou devant réaliser des travaux à risques particuliers tels que définis par l'arrêté du 25 février 2003. L'entrepreneur laissera un **délai de 8 jours minimum** dans les autres cas.

Ce délai est compris entre la date de la signature du contrat de sous-traitance et le démarrage effectif des travaux sur le chantier.

- **Registre Journal**

Les entreprises, quels que soient leurs statuts (titulaires ou sous-traitant) doivent obligatoirement prendre connaissance du registre journal et le viser dès lors que l'observation ou remarques les concernent.

## **8.2.3 Prescription concernant le D.I.U.O.**

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage a pour objectif essentiel de faciliter tout l'entretien nécessaire pour maintenir l'ouvrage dans l'état où il se trouve lors de la livraison.

Les intervenants auront à produire et à transmettre, pour la constitution du DIUO, tous documents nécessaires à qui leur seront demandés par le Coordonnateur SPS de réalisation, au fur et à mesure de leur établissement, en fonction de l'avancement des travaux.

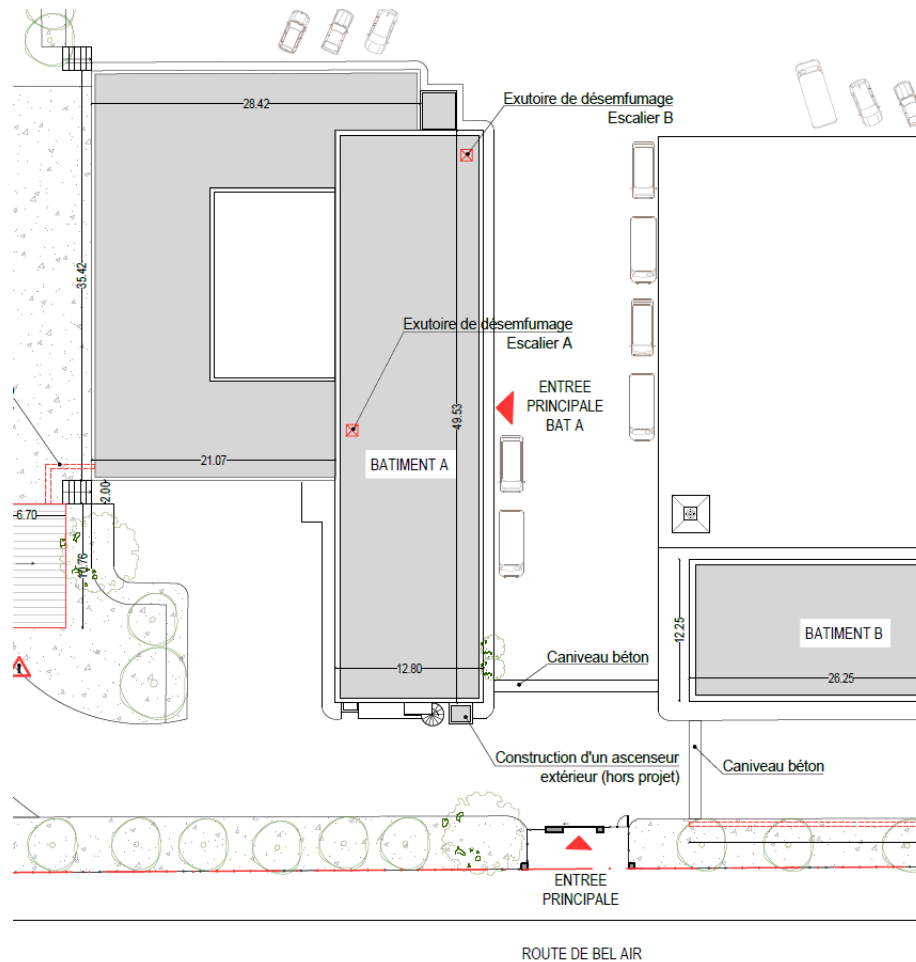
Des fiches d'interventions ultérieures seront selon la demande du Coordonnateur SPS de réalisation, renseignées par les entreprises concernées avant la fin des travaux



## 9. ANNEXES

### 9.1 PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Un plan d'installation de chantier sera proposé par le lot désamiantage et démolition dans son PPSPS et soumis à l'accord du MOE et du CSPS, il tiendra compte des possibilités du site





## 9.2 PROJET DE DÉCLARATION PRÉALABLE suivant Articles L4532-1, R. 4532-2 et R. 4532-3 du Code du Travail | formulaire CERFA 13630\*02

<b>MAITRE D'OUVRAGE</b>	<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE</b> Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP) Sous-direction de l'immobilier Bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO) 52, rue Liandier – 13008 Marseille Représenté par : Vito SUPPA /Chef de projet immobilier Florence NICOLAS / Ingénieure TCE spécialisée en Structure et Clos couvert	
	<b>3I ARCHITECTES</b> Siège social : 11 rue Venture, 13001 Marseille Représenté par : MOCLIDES Dimitri / REMAZEILLES Ananda	
<b>COORDINATION S.P.S.</b>	CONCEPTION RÉALISATION	<b>BECS</b> Agence PROVENCE : 1a Chemin de la Rollande Cité de l'Artisanat 84 140 AVIGNON MONTFAVET Représenté par : M. Khémaïs ELOUEFI <a href="mailto:Khemais.elouefi@becs.fr">Khemais.elouefi@becs.fr</a>

OPÉRATION			
ADRESSE DU CHANTIER	CRS 60 / 1254 RTE DE BEL AIR, 84140 AVIGNON		
NATURE DE L'OUVRAGE	L'allotissement des travaux est <ul style="list-style-type: none"><li>✓ Lot 1 Gros OEuvre - VRD</li><li>✓ Lot 2 Menuiseries extérieures - Serrurerie</li><li>✓ Lot 3 Second oeuvre</li><li>✓ Lot 4 CVC – Plomberie</li><li>✓ Lot 5 Electricité CFO-cfa</li></ul>		
	<u>Les principaux travaux à réaliser sont :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>✓ Aménagement complet du plateau 4<sup>ème</sup> étage en bureaux de travaux.</li></ul>		
OPÉRATION GLOBALE			
DATE PRÉSUMÉE DU DÉBUT DES TRAVAUX	6 mois à compter de 3 <sup>ème</sup> trimestre 2025	DÉLAI PRÉVISIONNEL D'EXÉCUTION	6 mois
EFFECTIF PRÉVISIONNEL DES TRAVAILLEURS APPELÉS A INTERVENIR	<ul style="list-style-type: none"><li>• Effectif de pointe : 12 personnes</li><li>• Montant des travaux global supérieur à : 500 K€</li><li>• Opération de 2<sup>ème</sup> catégorie</li></ul>	NOMBRE PRÉSUMÉ D'ENTREPRISES APPELÉES A INTERVENIR	6 à 8 unités
TITULAIRES DES MARCHES ET CONTRATS DÉJÀ SIGNES		SOUS TRAITANTS PRESENTIS	
Sans objet		Sans objet	
Déclaration Préalable communiquée à		DATE DE COMMUNICATION	
L'Inspection du Travail	C.A.R.S.A.T.	A RENSEIGNER	
l'O.P.P.B.T.P.	Le médecin du travail		
Référence de l'arrêté du 7 mars 1995		Le représentant du Maître d'Ouvrage	
		(Cachet et signature)	

### 9.3 LISTE INDICATIVE DES TRAVAUX NECESSITANT LE PORT DES EPI

RAPPEL de la législation sur les articles **R 4321-1 à 5, R 4323-91 à 97, et R 4323-99 à 106 du code du travail** :

- L'employeur met à la disposition des travailleurs les EPI nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet, en vue de préserver leur santé et leur sécurité
- Les EPI sont fournis gratuitement par l'employeur qui assure leur bon fonctionnement et leur maintien dans un état hygiénique satisfaisant
- L'employeur fait bénéficier les travailleurs devant utiliser un EPI d'une formation adéquate comportant, ..., un entraînement au port des EPI



#### LISTE INDICATIVE DE TRAVAUX NECESSITANT LE PORT D'UNE PROTECTION INDIVIDUELLE

##### Casques

Tous travaux présentant le risque de chute d'objets à partir d'un niveau supérieur

##### Harnais

Tous travaux exceptionnels non répétitifs et de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur

##### Chaussures, bottes

Tous travaux présentant le risque de chute d'objets manutentionnés sur les pieds ou d'écrasement, ou de perforation de la semelle par objets pointus

##### Lunettes, masques

Tous travaux présentant le risque de projection dans les yeux (burinage, meulage, manipulation de produits acides ou caustiques...) ou exposant à des sources lumineuses de forte puissance (soudage...)

##### Masques, cagoules

Tous travaux effectués dans des milieux pollués (poussières, gaz toxiques...)

##### Tabliers

Tous travaux présentant des risques de projection sur le corps (soudage, manipulation de produits dangereux...)

##### Gants

Tous travaux présentant des risques pour les mains (ferrailage, soudage, etc....)

##### Casques antibruit

Tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 80 dBA (marteaux piqueurs, battage palplanches, conduite d'engins, meulage, criblage...)

##### Genouillères

Tous travaux exposant à une position à genoux prolongée (carreleurs, chauffagistes, étancheurs...)

## 9.4 EXEMPLE DE TRAME DE PPSPS

Trame officielle Word téléchargeable sur le site OPPBTP à l'adresse :

<https://www.preventionbtp.fr/Media/Files/Trame-PPSPS-vierge>

### CADRE - TYPE

#### PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Art. R. 4532-63 à 68 du Code du Travail

Ce canevas établi d'après le guide de l'OPPBTP a pour but d'aider les entreprises à rédiger leur PPSPS suivant une trame de présentation commune. Les indications qu'il contient ne sont nullement exhaustives. Elles doivent être en plus développées et adaptées selon le chantier et l'entreprise.

#### 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- Nom de l'entreprise / Adresse / Téléphone / Télécopie
- Désignation du chantier
- Nature du lot
- Nom et Fonction du responsable du chantier
- Nom et Fonction du responsable sur chantier
- Date d'intervention
- Durée prévisible des travaux
- Effectif prévisible au cours du chantier
- Nature du marché (Entreprise Générale, Sous-traitant...)
- Renseignements concernant les organismes de prévention
- Liste des intervenants et concessionnaires

#### 2. SECOURS ET HYGIÈNE

- Disposition et matériel de secours
- Consignes pour assurer les premiers secours
- Nombre de travailleurs du chantier habilités à donner les premiers secours
- Nom du ou des secouristes sur le chantier
- Matériel médical sur le chantier
- Mesures d'évacuation des victimes
- Mesures prises pour assurer l'hygiène
- Eau - Électricité
- Locaux à disposition du personnel (vestiaires, sanitaires....)
- Prise des repas
- Conditions de travail
- Approvisionnement, stockage - Manutention
- Évacuation des déchets
- Transport du personnel

#### 3. PRÉVENTIONS DES RISQUES PROFESSIONNELS

##### 1) Risques importés

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques découlant de l'intervention des autres entreprises ou des contraintes du chantier.

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

##### 2) Risques exportés

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur les autres intervenants

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

##### 3) Risques propres

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur ses salariés.

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

Lorsqu'il découle du PGC et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise, qu'une ou plusieurs des mesures visées n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste (travaux dangereux), l'entrepreneur en fait mention expresse sur le PPSPS.